

"Ce verdict est un facteur d'apaisement et je demande à nouveau, le dialogue."

A peine acquittés de l'accusation qui pesait sur eux d'avoir soutenu financièrement les putschistes du 8 juin 2003, l'ancien président Mohamed Khouna Ould Haidalla, Ahmed Ould Daddah, président du RFD et le Dr Cheikh Ould Horma Ould Babana, président du PCD non reconnu, ont, en véritables victorieux, tenu une conférence de presse au siège du RFD, sis à l'îlot K, dans l'après-midi de cette journée du jeudi 3 février 2005, au matin de laquelle ils ont été libérés.

Cette conférence de presse, qui a connu une forte présence de personnalités de l'Opposition, notamment Mohamed Ould Maouloud, Ladjji Traoré, Mohamed El Hafadh Ould Ismail, Ba Mamadou Alassane, Cheikhna Ould Mohamed Laghdhaf, Ismail Ould Amar, Mohamed Yehdih Ould Breidleil, Devally Ould Chein, et bien d'autres personnalités de la société civile, se déroulera dans une ambiance bon enfant où tout le monde et particulièrement les leaders de l'opposition libérés semblaient visiblement heureux d'être délivré d'une attente de longue haleine, d'une lourde angoisse, d'une pénible souffrance, d'une insupportable incertitude. Les visages des hommes en question étaient radieux et eux-mêmes affichaient une bonne santé, le sourire gratuitement distribué à gauche comme à droite, un peu comme si on invitait tout un chacun à partager cette journée pas comme les autres puisque la victoire a été remportée sur l'adversaire dont on se méfie de prononcer le nom.

Prenant la parole pour diriger la conférence, M. Ahmed Ould Daddah devait rappeler qu'ils ont "passé 93 jours de branle-bas et 38 jours en taule dans cette affaire qui a enfin trouvé une issue. Je saisis l'occasion ici pour exprimer notre compassion avec les familles dont les siens ont été condamnés à des peines sévères et appeler les responsables de ce pays à libérer le Cheikh Dedew, l'ancien ambassadeur Mokhtar Ould Mohamed Moussa, M. Mohamed Jemil Ould Mansour et leur deux amis nouvellement arrêtés. On souhaite que les prisons restent vides. Je veux être positif, puisqu'il y a quelque chose de très positif dans ce verdict en ce sens qu'il n'y a pas eu de condamnation à mort, même si certains ont écopé de peines sévères. La Cour a laissé l'horizon ouvert et il nous appartient tous, Opposition, Pouvoir, bonnes volontés de ce pays et amis d'élargir cette perspective, de créer des conditions fiables et viables à toutes les positions dans ce pays de s'exprimer. Nous appelons de tous nos vœux pour que cette perspective soit le début de quelque chose, d'un dialogue qui est la condition d'une vraie stabilité, d'une tranquillité que nous croyons possible et il y a une opportunité que nous devons saisir, il y a l'avenir de ce pays, son devenir et nous devons nous entendre pour que cet espoir se maintienne. On arrête des gens aujourd'hui, c'est un événement, on les libère, c'est un événement ; ce n'est pas comme cela que la tranquillité et la paix sociale seront réalisées." En terminant son mot, M. Ahmed Ould Daddah passera le micro à Cheikh Ould Horma s'il avait quelque chose à ajouter, mais ce dernier préférera laisser libre cours à la presse poser ses questions, affirmant que l'essentiel a été dit par son prédécesseur, alors que M. Haidalla, d'un geste de la main et d'un mot en fera de même.

Répondant à une question au sujet des conditions de leur détention, M. Cheikh Ould Horma dira que "l'important était les

conditions morales dans lesquelles on se trouvait avec d'aussi graves accusations non fondées et que nous avons rejeté en bloc et en détail." Parlant des putschistes M. Ahmed Ould Daddah, dira : "j'ai beaucoup réfléchi depuis deux ans sur cette tentative de coup d'Etat manqué et je suis arrivé à la conclusion que l'environnement des putschistes était PRDS, qu'ils faisaient partie des officiers les plus en vue, qu'ils pouvaient, s'ils le voulaient, aspirer à de meilleures conditions s'ils n'en tenaient qu'à leurs têtes mais qu'ils se sont sentis frustrés et découragés. C'est dire que qu'il y a véritablement des problèmes qui les ont poussé à mettre en danger leurs vies, celles des leurs. Si on veut régler les problèmes on doit ouvrir les discussions avec l'Opposition et je le demande à nouveau, c'est dans notre intérêt à tous si nous voulons l'intérêt de notre pays." Et le Dr. Cheikh Ould Horma d'ajouter : "Notre emprisonnement est une expérience qui a renforcé notre conviction que l'Opposition n'a d'autre choix que de s'unir. Car le Pouvoir ne cherche qu'à la faire éclater et nous appelons l'ensemble des acteurs politiques de l'Opposition à dépasser leurs griefs pour créer une force de l'Opposition qui incitera le Pouvoir à travailler avec elle. Pour ce faire, il faut amorcer un dialogue, échanger les points de vue sur les questions nationales et nous avons, à l'opposition, juste avant notre arrestation, commencé à trouver une plate-forme qui devait unir l'opposition et nous la poursuivrons." Au sujet de la torture, M. Ahmed Ould Daddah dira que "certains détenus ont montré des traces manifestes de torture, ce qui est inadmissible. La liberté a été violée et violentée et nous ne passerons pas cela sous silence."

A notre question de savoir si, après avoir déclaré dans sa dernière comparution devant la Cour criminelle qu'il faisait confiance à la justice et que le voilà maintenant libre, Ahmed Ould Daddah croit en l'indépendance de la justice, si leur acquittement est une victoire remportée contre le Pouvoir et si le Pouvoir, dont le Président est le magistrat suprême du pays, a été magnanime, privilégiant la réconciliation nationale et la paix civile en ne condamnant personne à la peine de mort et en libérant les leaders politiques, M. Ahmed Ould Daddah répondra : "je ne crois pas que la justice soit indépendante dans n'importe quel pays, mais il y a un minimum. Ceci étant, je me félicite qu'il n'y a pas eu de condamnation à mort. Vous savez bien la réponse à la question que vous me posez et il est inutile de jouer avec les mots. Le Président est le magistrat suprême du pays mais cela ne lui donne pas le droit d'influer sur un jugement, il doit veiller à l'indépendance de la justice et pour paraphraser un Chef d'Etat français à qui on demandait de nommer le général Felch à la Défense, "la guerre est trop sérieuse pour être confiée à des militaires." Je pense qu'il faut essayer de penser et d'agir dans l'intérêt de la Mauritanie, dans l'intérêt de tout le monde. Ce verdict est un facteur important d'apaisement et je renouvelle notre demande de dialogue. Moi, je ne suis pas un grand politicien, je me suis trouvé là et je ne sais pas me dérober de mes responsabilités. Vous savez, Mokhtar Ould Daddah a dit un jour que la citoyenneté est une maladie et j'affirme, moi aussi, qu'elle l'est."